

Le nouveau rapport de Greenpeace sur les pesticides induit les consommateurs en erreur



Un nouveau rapport de Unearthed, une plateforme de Greenpeace, affirme qu'une grande partie des pesticides vendus aux agriculteurs sont "très dangereux". Leurs affirmations sont trompeuses et carrément fausses, et peuvent avoir des conséquences potentiellement mortelles.

Avec Bill
Wirtz

Un nouveau rapport de Unearthed - la plateforme de "journalisme d'investigation" de Greenpeace - affirme qu'une grande partie des pesticides vendus aux agriculteurs sont "très dangereux". Leurs affirmations sont trompeuses et carrément fausses, et peuvent avoir des conséquences potentiellement mortelles.

En collaboration avec l'ONG Public Eye, [Unearthed](#) a recueilli "un énorme ensemble de données de 23,3 milliards de dollars de ventes de produits agrochimiques pour les ventes (sic) de pesticides hautement dangereux (HHP)". Le titre très médiatisé du [rapport](#) : 35% des ventes de pesticides les plus importantes sont des HHP, et donc dangereux pour la santé humaine, les animaux et l'environnement.

En accord avec le principe politique de Greenpeace d'éliminer progressivement toute utilisation de pesticides, la conclusion du rapport est des plus évidents : il faut interdire ces produits.

Ainsi, avant de nous plonger dans les erreurs fondamentales du rapport de Greenpeace, établissons les règles de base de l'acquisition de preuves scientifiques : faire une observation, poser une question, formuler une hypothèse ou une explication vérifiable, faire une prédiction basée sur l'hypothèse et tester la prédiction.

Greenpeace est un groupe militant qui cherche à interdire l'utilisation de tous les pesticides, puisqu'il soutient de [tout cœur l'agroécologie](#). Il viole donc déjà ces règles en commençant par son hypothèse, et non en établissant une hypothèse et en testant la prédiction.

Greenpeace affirme qu'un tiers des ventes de pesticides les plus importantes sont très dangereuses. C'est tout simplement faux.

Le rapport Unearthed s'appuie sur une [liste](#) de pesticides établie par le Pesticides Action Network (PAN), une association d'ONG. Le [PAN](#) n'est pas une agence gouvernementale, ni un institut de recherche mandaté ou qualifié pour établir ces listes. En fait, il existe [une liste de critères](#) de pesticides hautement dangereux établie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), mais le PAN a appliqué sa propre logique, liée à son activité militante, déformant la réalité des critères officiels.

Par exemple, sa liste inclut le glyphosate - un herbicide classé comme étant sans danger pour l'utilisation par les agences gouvernementales de sécurité alimentaire - alors qu'aucun des critères de l'OMS ne s'applique. L'utilisation de la classification "très dangereux" est totalement arbitraire et trompeuse.

L'objectif de Greenpeace est d'obtenir des gouvernements qu'ils interdisent les herbicides figurant sur la liste. Curieusement, l'agriculture biologique serait également concernée par cette mesure, puisque la liste de PAN comprend la lambda-cyhalothrine, qui fait partie du pyréthroïde, composé organique autorisé par les labels de l'UE pour l'agriculture biologique ([25 substances sont autorisées](#) dans l'UE pour le traitement des cultures biologiques).

Une interdiction par les différents gouvernements ou par l'Union européenne dans son ensemble aurait des conséquences désastreuses.

D'une part, elle créerait un précédent scientifique, en interdisant tout composé sans preuve préalable qu'il présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement. En fait, cela pourrait facilement déclencher (et a déjà déclenché) une chasse aux sorcières sur des recherches scientifiquement fondées, et impliquerait qu'il faille déformer la réalité au nom de l'idéologie. En outre, une interdiction pourrait perturber la chaîne d'approvisionnement agricole et augmenter les prix pour les consommateurs.

La sécurité alimentaire étant un facteur vital pour le bien-être des pays en développement, la pression de l'UE en faveur de ces interdictions, aura un impact important en Afrique et en Asie (en raison des négociations commerciales) et pourrait s'avérer dévastateur pour les communautés rurales touchées.

Les consommateurs et les producteurs ont besoin d'herbicides pour se protéger contre les espèces envahissantes. Est-il possible de se débarrasser des produits biochimiques sans provoquer des pertes importantes de rendement des cultures ? Oui, mais les technologies telles que l'édition génétique - qui offrent des alternatives prometteuses - sont très limitées en Europe, comme l'ont révélé le *Consumer Choice Center* et le *Genetic Literacy Project* dans leur [premier index de réglementation de l'édition génétique](#).

Si les autorités politiques choisissent d'interdire ces produits biochimiques, certains agriculteurs pourraient chercher refuge sur le marché noir. Le commerce de pesticides contrefaits est déjà un jeu dangereux auquel se livrent les agriculteurs dépassés par la réglementation, et une véritable menace pour la sécurité des consommateurs. L'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice [décrit](#) les pesticides illicites comme "une activité lucrative pour le crime organisé et une menace concrète pour la sécurité, le développement, la santé et l'environnement, et qui nécessite par conséquent une réponse urgente des autorités nationales et régionales, ainsi que de la communauté internationale et des Nations unies".

De nouvelles interdictions aggraveraient ce problème.

Nous devrions au contraire approuver des herbicides produits et testés en toute sécurité, qui garantissent la sécurité alimentaire et la santé humaine, plutôt que de promouvoir une "recherche" non scientifique au détriment du choix des consommateurs et de la sécurité des pays en développement.